

MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

Dakar, le _____

CELLULE DE SUIVI DU PROGRAMME
DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

**Termes de référence pour le dénombrement
des unités de production**

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Il a été convenu dans le cadre des travaux d'élaboration des matrices de comptabilité sociale un certain nombre d'activités étalées sur des périodes déterminées sous les responsabilités conjointes des Régions, de la DPS et de la CSPLP.

Il ressort de la répartition de ces activités que l'identification et le comptage des types d'activités ainsi que l'élaboration des comptes de l'administration relevaient des Régions.

Par conséquent, si l'établissement des comptes de l'administration ne nécessite pas des moyens supplémentaires, pour le décompte des points d'activité un appui de la CSPLP est souhaitable.

En effet une telle opération demande des moyens comme

- ♦ Le recrutement d'un certain nombre de personnels de collecte
- ♦ Le carburant pour les déplacements au niveau des autres localités de la région
- ♦ Les fournitures

METHODOLOGIE

A. Elaboration des comptes de l'administration

Elle se fera en deux étapes :

- ✎ D'abord par l'identification de toutes les structures de l'administration publique et privée régionales

I. Administration publique

a. Administration territoriale

- ♦ Gouvernance
- ♦ Préfectures
- ♦ Sous-préfectures

b. Collectivités locales

- ♦ Région
- ♦ Communes
- ♦ Communautés rurales

c. Armée et corps paramilitaires

- ♦ Armée
- ♦ Gendarmerie
- ♦ Police
- ♦ Sapeurs pompiers
- ♦ Prison et Maison d'Arrêt et de Correction

d. Services techniques déconcentrés de l'Administration centrale

- ♦ Services techniques régionaux, départementaux et locaux
- ♦ Universités, Ecoles nationales, Ecoles publiques (écoles primaires, collèges et Lycées)
- ♦ Structures sanitaires (hôpitaux, centre de santé/dispensaires, maternités, cases de santé etc)

e. Etablissements publics, société d'Etat et chambres consulaires

- ♦ IPRSS, CSS, APS,
- ♦ SENELEC, SNHLM, SN La poste
- ♦ Chambre de métiers et chambre de commerce

f. Projets, Programmes et Agences gouvernementaux

II. Administrations privées

- a. Organisations Non Gouvernementales
- b. Associations sans but lucratif (dont Partis politiques, Organisations syndicales etc.)
- c. Organismes internationaux (dont ambassades, consulats, projets de la coopération internationale etc.)

➤ Ensuite par l'exploitation des budgets de ces structures et leur aménagement pour répondre aux principes de la comptabilité nationale.

Il faut dire qu'à ce niveau peuvent se poser des problèmes liés à la disponibilité de certaines données au niveau local mais seulement auprès des tutelles. Il en sera ainsi des investissements, des salaires et d'autres informations.

B. Identification et décompte des points d'activités

I. Identification des points d'activité

L'identification des principales activités de la région sera effectuée à travers différentes sources comme les enquêtes et les statistiques administratives. Elle servira simplement comme données indicatives. Ces mêmes sources pourraient permettre d'évaluer le niveau et l'importance relative des activités exercées à l'intérieur des ménages. Car il faut signaler que le comptage des points d'activité ne montre que l'économie dite «émergée»

A titre d'exemple, l'enquête 123 menée à Kébémér pour le compte de l'étude ECOLOC du département fait ressortir que les activités à domicile représentaient plus de 20% de l'ensemble des unités de production des ménages.

II. Décompte des points d'activités

Le dénombrement des points d'activité se fait par un comptage systématique de toutes activités visibles par les agents de collecte. Les informations à collecter pourraient être les suivantes :

- Prénom et Nom du responsable de l'activité
- Sexe du responsable de l'activité
- Type d'activité
- Nombre du personnel travaillant dans l'unité
- Enregistrement administratif (NINEA, RC, CSS, IPRES...)

Certains cas particuliers méritent une attention particulière

- Les activités ambulantes (omission ou double compte)
- Les activités de transport (voir les gares routières ou les services du transport)
- Les unités artisanales menées dans les villages artisanaux
- Compte d'exploitation (CA, CI)
- Investissements de l'année

BUDGET PREVISIONNEL DU DENOMBREMENT DES ACTIVITES

Rubriques	Quantités	Montant unitaire	Montant moyen pour une région	Montant global
Agents de collecte	10	80 000	800 000	8800 000
Chauffeur	1	75 000	120 000	825 000
Carburant (litre)	200	500	100 000	1100 000
Tirage DR				250 000
Petites fournitures et Papier			800 000	800 000
Mission de supervision	5h*4j	38600	720 000	720 000
Questionnaire				200 000
TOTAL				12 695 000

DES MATRICES DE COMPTABILITE SOCIALES REGIONALES

BUDGET GENERAL CONSOLIDE

ACTIVITES	Période	Coût	Financement	Observations
Personnel		12 600 000	PAREP	
1 consultant chargé de la coordination de la saisie et de l'analyse		6 000 000	PAREP	Déjà engagé
1 agent superviseur de la saisie		360 000	PAREP	
1 agent de saisie		300 000	PAREP	
Dénombrement des activités	Janvier - Février 2005	12 695 000	AFDS/PAREP/BAD	
- Tirage des Districts de Recensement		250 000	AFDS	
- Recrutement des enquêteurs		8 800 000	BAD	
- Missions de supervision et ou de formation	2	720 000	PAREP ✓	A prévoir dans le budget du premier trimestre de 2005
- Saisie des données				
- Chauffeurs		825 000	AFDS	
- Carburant		1 100 000	AFDS	
- Petites fournitures et Papier		800 000	AFDS	
- Questionnaire		200 000	BAD	
Traitement des bases de données	Février 2005	1 200 000	AFDS	fin premier semestre
- Exploitation des bases de données				
- Elaboration des structures des comptes d'exploitation				
Elaboration des comptes des agents	Février-Mars 2005	18 720 000		
Monographies sectorielles	Février - Mars - Avril 2005	15 000 000	BAD/PAREP	A prévoir dans le budget du premier trimestre de 2005
- Transport rural à Diourbel	la liste des secteurs sera confirmée après le dénombrement des activités			
- Pêche continentale à St Louis				
- hotels-restaurants - Mbour et Dakar				
- Commerces Ioumas - Diaobé - Daara				
- Restauration (secteur d'ibiteries, gargottes) - Louga				
- Activités forestières - Tambacounda et Kolda				
Missions d'études	Mars 2005	720 000	PAREP	
Réunions de validation des MCS dans 3 régions-tests	Avril 2005	3 000 000	PAREP	
Séminaire de validation	Fin Avril 2005	6 000 000	AFDS	
Début de la deuxième phase	Mai 2005	13 000 000	AFDS - PAREP	
Apurement et généralisation des Matrices régionales	Mai 2005 - Août 2005	5 000 000	PAREP	
Validation finale des Matrices régionales	Fin Août 2005	8 000 000	AFDS	
TOTAL		64 215 000		